

# à propos

Le magazine de  
KOFF pour la  
promotion de la paix



## Afrique de l'Est: Saisir les opportunités pour la paix

swiss  
peace

Schweizerische Friedensstiftung  
Fondation suisse pour la paix  
Fondazione svizzera per la pace  
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Mozambique – Aucune issue sans les jeunes

2

dossier

Studio Sifaka – un programme radio pour faire dialoguer les jeunes malgaches

Sud-Soudan – quelques pas vers la paix

Aborder et répondre aux préjugés liés à la guerre

Le rôle des communautés dans la résolution des conflits au Kenya

Kenya – Violences policières et lutte contre l'impunité

Gastronomie pour la paix – le centre Calabash au Kenya

Sud-Soudan – Le rôle positif de la religion sur la paix

3

pour aller plus loin

Renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité en Éthiopie

4

actualité

Le quatrième épisode du KOFF Ton-Träger est disponible!

Inscrivez-vous à un programme de formation continue de swisspeace

terre des hommes suisse publie une étude sur les exportations d'armes européennes

swisspeace publie une note d'orientation politique

5

calendrier

Événements

## editorial

Avec un vaste territoire couvrant 21 pays et plus de 160 différents groupes ethniques, la région d'Afrique de l'Est est extrêmement variée et riche en ressources naturelles et culturelles. Cette diversité est à la fois un atout, marquant le potentiel de cette région fascinante en matière de paix, et une source de conflits et d'instabilité. Le Sud-Soudan, le Mozambique, l'Éthiopie et le Kenya sont toujours touchés par la violence induite par les conflits intercommunautaires et pastoraux, les insurrections rebelles transfrontalières ou la répression violente des forces de sécurité de l'État. Les catastrophes naturelles telles que les sécheresses et les inondations, dont la fréquence devrait augmenter, ont tendance à exacerber ces conflits. Malgré les déficits et retards dans leur mise en œuvre, des initiatives de paix nationales sont en cours (par exemple, le processus de paix au Sud-Soudan ou les réformes du secteur de la sécurité en Éthiopie). Parallèlement, des organisations locales et leurs partenaires basé-e-s en Suisse agissent pour prévenir la violence et créer un climat de paix. À travers des formations professionnelles ou théologiques pour les jeunes, des programmes radiophoniques ou la gastronomie, ils-elles s'efforcent d'exploiter le potentiel que l'Afrique de l'Est a à offrir pour la paix.

Je vous souhaite une agréable lecture.

Sanjally Jobarteh, rédactrice du magazine de KOFF

*La plateforme suisse pour la promotion de la paix KOFF publie le magazine sur la paix « à propos ». Ce faisant, elle crée une plateforme pour les différentes expériences et perspectives de ses membres et partenaires. Les articles du magazine reflètent uniquement les opinions des auteur-e-s et non celles de KOFF ou de swisspeace.*

point fort

# Mozambique – Aucune issue sans les jeunes



Chimoio, Mozambique 2020. terre des hommes suisse soutient 6 organisations mozambicaines offrant une perspective aux jeunes à travers l'éducation, la formation à l'agriculture biologique et la sensibilisation aux violences sexistes telles que les mariages et grossesses précoces. Jonas Wagner-Mörsdorf / terre des hommes suisse

Palma est une petite ville de 75 000 habitant-e-s au nord du Mozambique. Elle ne se situe qu'à 25 kilomètres de la frontière tanzanienne et la pêche locale assure la subsistance de la population. Il s'agit donc d'une petite localité, qui n'a encore jamais été évoquée dans les médias internationaux. Cependant, l'après-midi du 24 mars 2021, cette prétendue tranquillité a pris fin et Palma illustre le triste aboutissement de ce qui se passe dans le nord du Mozambique depuis environ trois ans. Cet après-midi-là, un groupe armé associé à l'État islamique a envahi les lieux, puis abattu et décapité au moins 90 personnes au cours des jours suivants. Les reportages, les photos et les vidéos de Palma sont épouvantables. «Nous avons vu un garçon de 14 ans partir pour sa première mission. Il racontait, tout heureux, comment il avait tué des gens» confie une femme. Elle fait partie des 23 femmes retenues en captivité par les groupes rebelles (connus localement sous le nom de « *machababos*») qui ont réussi à s'échapper. Son témoignage permet de mieux connaître le groupe d'assaillant-e-s qui terrifie la province de Cabo Delgado depuis trois ans.

Cabo Delgado est la province la plus septentrionale du Mozambique et se trouve à 1500 km

de la capitale Maputo, située à l'extrême sud du pays. Pendant des années, les territoires les plus au nord n'ont guère intéressé le gouvernement mozambicain. La région affiche un taux d'analphabétisme de 67% et connaît un taux de chômage élevé chez les jeunes qui, associé à un manque de perspectives, facilite leur recrutement par les islamistes. Le mécontentement de la population à l'égard du gouvernement de Maputo est alimenté par le fait que le présumé boom lié aux immenses réserves de gaz découvertes au large des côtes de la région – les plus grandes d'Afrique – profite principalement à des entreprises étrangères, telles que le groupe français Total et au parti au pouvoir, le Frelimo, sans réellement créer d'emplois pour les jeunes de la région. La réaction du gouvernement face aux années d'attaques à Cabo Delgado est également relativement claire: on promet une protection aux compagnies gazières et on tente de maîtriser le conflit avec des groupes de mercenaires, tels que le célèbre groupe russe Wagner ou, plus récemment, le groupe sud-africain Dyck Advisory. La population a tendance à être la grande oubliée des débats à ce sujet. Le parti au pouvoir, le Frelimo, considère la guerre civile de Cabo Delgado comme une menace pour son «modèle économique» basé sur les activités minières. Cela explique également pourquoi le gouvernement qualifie les assaillant-e-s de membres étrangers de l'EI, avec lesquels il serait impossible de négocier. Des journalistes indépendant-e-s sont expulsé.e.s, comme ce fut le cas récemment du journaliste britannique Tom Bowker, qui était l'un des rares à rendre compte de la complexité de la situation et à dénoncer les échecs du gouvernement. Ces dernières années, il est également devenu difficile pour les journalistes du pays de couvrir la situation de Cabo Delgado. Les organisations humanitaires ne se voient plus accorder de visas et la mission d'observation de l'UE a également été retardée par le gouvernement. Les aides étrangères sont les bienvenues, mais uniquement sous forme financière; la présence d'observateur-trices indépendant-e-s ou de troupes étrangères qui pourraient mettre en évidence les défaillances du régime n'est pas souhaitée. Le peuple mozambicain se montre perplexe devant la lenteur avec laquelle le président Filipe Nyusi, lui-même né à Cabo Delgado, s'exprime au sujet des attentats.

Les récentes attaques brutales de Palma ont prouvé que la voie suivie jusqu'à présent ne peut continuer ainsi. Depuis le début du conflit en octobre 2017, et jusqu'à la fin du mois de mai 2021, près de 900 attentats ont été perpétrés, faisant 2852 victimes. Le pays compte plus de 714 000 déplacé-e-s internes. Depuis l'année dernière, et également lors de l'attaque de Palma, le groupe connu sous le nom d'EI a revendiqué l'attentat, mais les photos et vidéos utilisées comme preuves étaient manifestement plus anciennes. Les entretiens avec les femmes en fuite démontrent clairement que, contrairement à ce que prétend le gouvernement, il ne s'agit pas d'étrangers, mais de jeunes hommes de la région, moins motivés par l'islamisme que par la frustration à l'égard du gouvernement et l'appât du gain. Seuls les chefs de la milice terroriste semblent être pour la plupart des hommes étrangers bien éduqués, principalement originaires de Tanzanie. Ils appartiennent à la milice somalienne initialement connue sous le nom d'Al-Chabab. Le groupuscule capitalise sur la colère de la jeunesse délaissée de Cabo Delgado en suscitant un ressentiment à l'égard du «gouvernement infidèle de Maputo» et des compagnies de gaz étrangères «qui les pillent».

Le manque de perspectives et le sentiment d'oubli qui affectent les jeunes de Cabo Delgado sont des éléments importants à prendre en compte dans la résolution durable du conflit. Pour Paula Macave, coordinatrice nationale de terre des hommes suisse au Mozambique, le chômage des jeunes est le principal problème. C'est pourquoi des projets menés sur place visent à les aider à se construire un futur économique grâce à l'agriculture écologique ou

l'éducation. En outre, l'organisation promeut la sensibilisation en matière de santé sexuelle, car les mariages précoces et les grossesses chez les adolescentes constituent une difficulté majeure, notamment dans les zones rurales du Mozambique. Par ailleurs, le conflit semble évoluer: le Portugal va envoyer des troupes, et les États-Unis et la France ont également promis leur soutien. Paula Macave affirme que la pression exercée par l'Union africaine sur le gouvernement mozambicain pour qu'il autorise enfin un soutien extérieur pourrait être utile. L'Église catholique aborde ouvertement les causes profondes du conflit et critique le gouvernement: «L'Église souhaite que les jeunes aient une vie différente de celle qu'ils mènent actuellement. C'est pourquoi nous encourageons les gens, en particulier les jeunes, à cultiver leurs espoirs et leurs rêves et à travailler pour les réaliser».

Notre conclusion est donc relativement limpide: il n'y aura de solution pacifique à long terme que si l'aide extérieure est autorisée, si les journalistes indépendant·e·s peuvent à nouveau couvrir la situation à Cabo Delgado et si le gouvernement prend au sérieux les besoins de la population. Car la paix ne sera possible que si les couches les plus pauvres de la population reçoivent également une part de l'exportation des énormes gisements de ressources et si les jeunes du pays se voient offrir de réelles perspectives. Avec ses partenaires, terre des hommes suisse y travaille chaque jour.

#### [terre des hommes suisse](#)

Jonas Wagner-Mörsdorf

Jonas.Wagner@terredeshommes.ch

Collecte de fonds, coordination du programme Mozambique

#### links

- [terre des hommes suisse](#)
- [Zeit Online \(de\) - Dschihadisten nehmen Kleinstadt ein](#)
- [Observatoire Rural Mozambicain \(OMR\) \(en\) - Characterization and social organization of machababos from the discourses of kidnapped women](#)
- [DW \(de\) - Mosambik: Gas-Investoren wollen islamistischem Terror trotzen](#)
- [Club of Mozambique \(en\) - An overview of foreign security involvement in Mozambique](#)
- [Amnesty International \(en\) - Mozambique: Hundreds killed - all parties to conflict commit war crimes](#)
- [DW \(en\) - Mozambique deports British journalist Tom Bowker](#)
- [Cabo Delgado – EU mission blocked, US demands allegiance, Portugal | By Joseph Hanlon](#)
- [Cabo Ligado \(en\) - Situation Summary - Cabo Delgado](#)
- [Rapports et coupures de presse Mozambique, avril 2021 \(en\)](#)
- [Rapports et coupures de presse Mozambique, mars 2021 \(en\)](#)
- [Club of Mozambique \(en\) - Catholic Bishops alert president to vulnerability of young people](#)

---

dossier

# Studio Sifaka – un

# programme radio pour faire dialoguer les jeunes malgaches



Un jeune journaliste du Studio Sifaka en reportage près d'Andasibe, dans l'est de Madagascar. Iako M. Randrianarivelo / Fondation Hironnelle

**Créé en 2019 par la Fondation Hironnelle dans le cadre d'un partenariat avec les Nations Unies, Studio Sifaka est un programme radiophonique destiné aux jeunes malgaches, pour leur donner accès à des informations utiles et fiables, et leur permettre de faire entendre leur voix pacifiquement.** Studio Sifaka produit depuis décembre 2019 un **programme radiophonique de 2 heures** par jour. Il est diffusé par un réseau de 24 radios locales partenaires, qui couvre près de 50 % de la population totale de Madagascar. Les contenus incluent un journal d'information national et régional ainsi que des programmes dédiés aux conseils (santé, emploi, etc.), au dialogue, à la musique et à la culture malgache. Ils sont produits par **une équipe de jeunes journalistes malgaches**, formés et soutenus par la Fondation Hironnelle. Cette année, il est prévu que Studio Sifaka devienne une entité 100 % malgache, soutenue par la Fondation Hironnelle et le PNUD.

Une étude d'audience a été menée fin 2020 afin de **mesurer l'écoute des programmes de Studio Sifaka, et leur impact auprès de la population**, en particulier des jeunes. Elle a été réalisée par l'Institut Kantar, institut de sondage international réputé. Elle indique que les émissions de Studio Sifaka sont écoutées chaque semaine par 4,3% de la population couverte par l'ensemble des radios partenaires et qu'environ **320 400 personnes** âgées de + de 15 ans les écoutent régulièrement. Un résultat encourageant, après moins d'une année de diffusion (au moment de l'étude). D'autant plus qu'un nouveau média a généralement besoin de plus de temps pour se construire une audience régulière. Et Studio Sifaka

s'adresse prioritairement aux jeunes, souvent délaissés-es par les principaux médias du pays.

90 % de ces auditeurs.trices réguliers.ères ont entre 15 et 34 ans. **Le public cible visé, les jeunes, est ainsi clairement atteint.** *« J'ai réalisé que certains de mes amis n'écoutaient pas la radio avant mais maintenant, ils sont toujours là, à la même heure, pour écouter les programmes de Studio Sifaka, témoigne ainsi un auditeur de Studio Sifaka dans la commune rurale de Vohipeno. C'est un peu notre lieu de rendez-vous et de rencontre, pour écouter et commenter ce qu'ils disent à la radio. Parfois, les discussions se prolongent après. Il y a tellement de contenus et de nouvelles choses que nous apprenons chaque jour et qui nous ouvrent les yeux. »*

Autre source de satisfaction, le public de Studio Sifaka est majoritairement féminin, avec 57 % d'auditrices pour 43 % d'auditeurs. Un résultat d'autant plus remarquable car la plupart des médias, et en particulier les médias et programmes d'information, ont en général un public majoritairement masculin, en Afrique et ailleurs à travers le monde. *« Moi, en tant que jeune femme, je sais maintenant ce que c'est le harcèlement et la violence basée sur le genre, témoigne ainsi une auditrice dans la ville de Sambava, sur la côte Nord-Est de l'île . Je sais quoi faire et où aller si jamais j'en suis victime ou une de mes connaissances en est victime. ».*

74 % des auditeurs.trices de Studio Sifaka estiment ces émissions « utiles » ou « indispensables » dans leur vie quotidienne. Les informations fournies par Sifaka sont jugées « fiables » par 82 % des auditeurs.trices, qui estiment aussi à 78 % que les émissions sont équilibrées, impartiales et donnent la parole à différents points de vue.

**L'écoute des programmes de Studio Sifaka a déjà amené 60 % des auditrices.teurs à changer de comportement,** et 68 % à partager une information avec leur entourage.

*« On entend trop souvent les discriminations ethniques chez nous. Il y a les côtiers et il y a les merina. Ce genre de discours aboutit souvent à des conflits. Mais quand on écoute les programmes du Studio Sifaka, j'ai l'impression que cette catégorisation n'existe pas. J'entends des voix et des dialectes différents à chaque fois, et ça donne un ensemble très harmonieux à la radio. Ça change notre rapport envers les jeunes qui ne sont pas de la région », témoigne un auditeur à Sambava, sur la côte Nord-Est de Madagascar.*

[Fondation hirondelle](#)

Nicolas Boissez

[nicolas.boissez@hirondelle.org](mailto:nicolas.boissez@hirondelle.org)

Délégué à la communication et aux relations extérieures

[links](#)

- [Fondation hirondelle](#)
- [Studio Sifaka](#)

---

dossier

# Sud-Soudan – quelques pas vers la paix



Des hommes Dinka Malual et Misseryia dansent pour célébrer le bon déroulement de la conférence de paix entre les deux communautés, Sud-Soudan, 2010. Martina Santschi / swisspeace

Le Sud-Soudan a acquis son indépendance le 9 juillet 2011, devenant ainsi la plus jeune nation du monde à l'issue d'une guerre civile contre le Nord qui aura duré plusieurs décennies. Dix ans plus tard, le bilan du Soudan du Sud est sombre, avec deux guerres civiles (2013-2015 et 2016-2018) et deux accords de paix signés depuis son indépendance. Toutefois, des lueurs d'espoir en faveur d'un futur plus paisible se laissent entrevoir.

L'Accord de paix revitalisé pour résoudre le conflit du Sud-Soudan (R-ARCSS) est le dernier entré en application. Il continue de faire avancer les choses petit à petit en dépit des innombrables défis. Les raisons qui expliquent le retard pris par sa mise en œuvre sont légion: une défiance profondément ancrée, des interventions régionales ne contribuant pas nécessairement à l'avancée du processus, une pression internationale n'ayant pas toujours été exercée de manière adéquate, un processus de paix quelque peu imposé aux élites, un manque d'engagement des parties en faveur de l'accord et le fait que la région soit toujours en crise. Le cessez-le-feu entre les principaux belligérants est en grande partie respecté, mais le pays continue d'être le théâtre d'une violence intercommunautaire à des niveaux sans précédent, combinée à des catastrophes naturelles (inondations et sécheresses). On estime ainsi à 8,3 millions le nombre de personnes dépendant de l'aide humanitaire (South Sudan Humanitarian Needs Overview 2021 (January 2021) – South Sudan | ReliefWeb – 14.06.2021).

Le conflit comporte des couches imbriquées, du niveau de la communauté locale au niveau régional et international, en passant par le niveau national et infranational. Au sein de ces couches, il existe des préoccupations transversales qui s'influencent mutuellement. Il s'agit notamment de la délimitation des frontières intérieures et extérieures, de la prolifération des armes et des acteurs armés, des difficultés économiques, de la concurrence pour l'accaparement des ressources naturelles, des griefs d'ordre ethnique et de l'absence d'institutions et de mécanismes de responsabilité opérationnels.

Dans ce contexte, trois scénarios probables peuvent être esquissés. Le premier est la poursuite de la mise en œuvre sélective et tardive du R-ARCSS, avec laquelle seules certaines dispositions de l'accord sont mises en œuvre, bien qu'à un rythme plus lent qu'initialement prévu. Le deuxième est une escalade violente des conflits localisés au niveau national, qui pourrait être déclenchée par un effondrement du système de patronage et l'implosion de l'économie. Le troisième scénario, le plus optimiste, prévoit la mise en œuvre de réformes et des changements dans la dynamique politique.

Un nombre croissant de jeunes Sud-Soudanais instruits et connectés à l'international, une société civile relativement petite mais active, des organisations de femmes et des entrepreneurs font pression sans relâche en faveur des réformes. En outre, les membres influents de l'"ancienne" génération sont de plus en plus critiques quant à la manière dont les institutions publiques ont été gérées et font progressivement le point sur l'héritage qu'ils laisseront derrière eux. Ainsi, avec un alignement des facteurs, on peut envisager la mise en œuvre des réformes substantielles prévues par l'Accord de paix et le développement progressif et pacifique de cette belle nation!

[Center for Security Studies ETH Zürich \(Centre d'études sur la sécurité\)](#)

Joane Holliger

joane\_h@hotmail.com

Chargée de programme Senior, équipe de soutien à la médiation

[links](#)

- [Center for Security Studies ETH Zürich \(Centre d'études sur la sécurité\)](#)

---

dossier

# Aborder et répondre aux préjugés liés à la guerre



Camp de réfugié·e·s de Maaji II à Adjumani, dans le nord de l'Ouganda, avril 2021. Alice Horner.

Après une vingtaine d'années de conflits entre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) et le gouvernement ougandais, la rébellion fut éradiquée du pays. Les crimes qui ont eu lieu continuent d'avoir un impact sur une certaine partie de la population dont les blessures ne sont pas refermées mais l'Ouganda connaît une récente stabilité depuis le milieu des années 2000. Avec 1.5 million de réfugié·e·s (UNHCR, avril 2021), cela fait de lui le plus grand pays d'accueil de Afrique de l'Est. Ces réfugié·e·s viennent principalement du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo. Ils fuient les conflits et les violations des droits de l'homme, notamment les tueries, la torture et les enlèvements.

L'organisation Refugee Law Project (RLP) a vu le jour en 1999 avec comme mission d'apporter un soutien juridique gratuit aux réfugié·e·s dont les droits n'étaient pas respectés. Comme les questions juridiques s'avéraient être les symptômes de problèmes plus profonds causés notamment par des violences psychologiques, physiques et sexuelles durant les conflits ou la fuite, RLP a élargi ses services. De plus, l'organisation apporte actuellement son soutien aux personnes demandeuses d'asile, réfugiées, déportées, déplacées internes et aux communautés hôtes.

Il est souvent présumé que les cas de violence sexuelle sont monnaie courante dans les situations de conflit, mais les données robustes à ce sujet étaient jusqu'à présent insuffisantes. Dans un contexte où les violences sexuelles sont méconnues et taboues, les survivant·e·s ont tendance à ne pas chercher d'aide et ne reçoivent par conséquent jamais le soutien adapté.

RLP a développé une approche systématique qui permet de comprendre le vécu de chaque client·e et d'identifier précisément ses besoins afin de pouvoir lui offrir un soutien complet. À l'aide d'un questionnaire interactif sur une tablette (appelé *screening tool*), les collaborateur·ice·s de RLP donnent l'opportunité à leurs interlocuteur·ice·s de partager leurs expériences et préjudices liés à la guerre. Sur les 6'500 client·e·s qui ont bénéficié du *screening* ces trois dernières années, 80% ont donné un retour positif à la discussion, 15%

un retour neutre et 5% un retour négatif. La majorité des participant-e-s relève que c'est la première fois qu'une organisation humanitaire leur consacre autant de temps et d'attention.

À la suite du *screening*, les collaborateurs et collaboratrices de RLP ont suffisamment d'informations pour proposer les services adéquats. Il peut s'agir d'un soutien juridique ou psychologique offert au sein de l'organisation ou une orientation de le-la client-e vers un hôpital avec lequel l'organisation travaille. Le documentaire « 21 years running » d'une dizaine de minutes (lien ci-contre) illustre les résultats du *screening* de RLP. Une personne témoigne des violences sexuelles qu'elle a vécues pendant le conflit au Sud-Soudan et en décrit les conséquences dramatiques sur sa santé et sa vie de tous les jours.

L'approche systématique du *screening* de RLP est essentielle pour réduire la sous-déclaration des expériences de violence sexuelle dans les situations de conflits. D'une part, le *screening* permet d'identifier les besoins des survivant-e-s de violence et de leur fournir une aide ciblée. D'autre part, les statistiques issues des données collectées rendent possible un plaidoyer fondé sur des faits. En ce sens, répondre et documenter sur les préjudices liés à la guerre contribuent à la construction de la paix.

[Eirene Suisse et Refugee Law Project](#)

Alice Horner

[a.alicehorner@gmail.com](mailto:a.alicehorner@gmail.com)

Analyste de données

links

- [Eirene Suisse](#)
- [Refugee Law Project](#)
- [21 Years Running \(documentaire\)](#)

---

dossier

# Le rôle des communautés dans la résolution des conflits au Kenya



Comité de paix de Nyahururu, Kenya, février 2020. Action de Carême

Le vol de bétail est devenu une activité lucrative dans les régions arides et semi-arides du Kenya. Parmi les affrontements ethniques, le brigandage, l'empiétement sur les terres privées et les contestations politiques portant sur les lignes de fracture ethniques, le vol de bétail est un symptôme de la pression de plus en plus forte qui pèse sur l'accès aux ressources naturelles. Ces derniers mois, le nombre d'actes de violence commis dans le comté de Baringo, au Kenya, a augmenté. Dans cette région au climat chaud et sec toute l'année, les précipitations sont irrégulières. La disponibilité et l'accès à l'eau sont donc un problème permanent, surtout dans les zones de basse altitude pendant la saison sèche.

Le Catholic Diocese de Nyahururu est l'une des rares organisations qui œuvrent à Mochongoi, une localité de la région. Le diocèse a analysé les conflits avec plusieurs représentants de la société, les ancien-ne-s, les groupes de femmes, des agent-e-s du secteur de la sécurité, les administrations du comté et les chefs religieux, qui ont confirmé ce que l'on savait déjà sur les raisons du conflit. En outre, ils ont évoqué l'afflux illégal d'armes en provenance de la frontière nord du pays. L'usage de celles-ci a transformé la fonction traditionnelle, établie de longue date, des razzias sur le bétail. Ce qui était un moyen de redistribuer les richesses au sein des sociétés pastorales est devenu une activité quasi commerciale, exacerbée par les influences politiques et la corruption. Le manque d'infrastructures et la topographie difficile du terrain du côté du comté de West Pokot empêchent souvent la police de traquer les voleurs-euses armé-e-s et de récupérer les bêtes. Les forces de sécurité manquent de moyens de communication appropriés avec le public. Mal équipées, elles deviennent souvent elles-mêmes des cibles.

Le Catholic Diocese de Nyahururu s'efforce de briser le cycle de la violence. L'équipe de Caritas renforce les capacités des comités de paix locaux en les entraînant à analyser les conflits et en leur donnant des clés pour les résoudre. Les comités de paix rassemblent des communautés d'éleveurs-euses et de cultivateurs-rices, qui ont un rôle à jouer pour assurer la stabilité de ces régions. Les membres du comité de paix apprennent ainsi à identifier les cas dans lesquels ils peuvent servir de médiateurs. Ils peuvent aussi travailler en étroite

collaboration avec d'autres acteurs·ices cruciaux·ales comme la police ou les ancien·ne·s, qui jouent un rôle essentiel dans les mécanismes traditionnels de résolution des conflits. Les vols de bétail font partie des conflits que les comités de paix tentent de résoudre par eux-mêmes. Les bêtes sont souvent transportées sur de longues distances. Les comités de paix contactent leurs homologues d'autres juridictions pour retrouver le bétail dérobé et, dans le meilleur des cas, le récupérer dans le cadre d'un accord négocié entre les chefs des deux communautés concernées. Grâce aux nombreuses activités de renforcement de la confiance qu'ils entreprennent, c'est possible. En 2020, 8 cas de vol sur un total de 600 têtes de bétail ont été signalés aux comités de paix. Tout le bétail a pu être récupéré.

La pandémie de coronavirus continue de limiter les possibilités de réunion des comités, tandis que les effets grandissants du changement climatique augmentent la probabilité d'apparition de conflits liés aux ressources. Enfin, les élections générales à venir (présidence et parlement) renforcent la probabilité que les politiciens·ennes instrumentalisent les rivalités ethniques à leur profit. Dans ce contexte, l'importance des comités de paix ancrés très localement, mais intégrés dans un réseau plus large d'acteurs·rices de la paix, devient évidente.

#### [Caritas Nyahururu](#)

James Mugambi

chargé de programme

#### [Action de Carême](#)

Stellamaris Mulaeh

Spécialiste de la paix et des conflits

#### [Action de Carême](#)

Leon Jander

Chargé de Programme

#### links

- [Caritas Nyahururu](#)
- [Action de Carême Kenya](#)

---

dossier

# Kenya – Violences policières et lutte contre l'impunité



Activistes du Centre de Justice Sociale du quartier de Mathare soutenu par PBI Kenya, Nairobi, 2019. PBI

En mai 2020, le monde a été touché par la mort de George Floyd, décédé à Minneapolis à la suite d'une interpellation policière violente. Les mots « I can't breathe » ont fortement marqué l'opinion publique. Cette affaire a amené la société à réfléchir aux thématiques de la violence policière et du racisme. Malheureusement, ce cas n'est pas isolé. Les violences policières sont monnaie courante dans d'autres pays sans être autant médiatisées.

L'un d'entre eux est le Kenya où de graves violations aux droits humains commises par les forces de sécurité ont été largement documentées. Torture, disparitions forcées, viols, exécutions extrajudiciaires ; afin de mener à bien des opérations au nom de la sécurité, les autorités ont régulièrement recours à un usage excessif de la force. Selon le rapport annuel de *Missing Voices*, 157 personnes ont été tuées par la police en 2020 au Kenya.

Le 27 mars 2020, le gouvernement kenyan a décidé d'instaurer un couvre-feu, ainsi que d'autres mesures restrictives visant à enrayer la propagation du Covid-19. L'application de celles-ci n'a pas été sans conséquence. La police a fait un usage excessif et arbitraire de la force afin de restreindre la liberté d'expression, les manifestations et rassemblements ont été interdits. Un exemple marquant est le cas du jeune Yasin Moyo, 13 ans, assassiné sur son balcon par un policier afin de faire respecter le couvre-feu.

En pleine pandémie et à la suite de critiques émises par diverses organisations de défense des droits humains, le président Kenyatta s'est excusé pour les nombreuses violences policières, sans toutefois ordonner à la police de mettre fin à ces abus. En février 2021, un cas sans précédent a marqué la justice kényane : quinze policiers et six agents des forces de l'ordre ont été inculpés d'actes violents commis en mars 2020. Cependant, malgré les espoirs des victimes, les charges ont été abandonnées.

La lutte contre l'impunité des violences policières et la facilitation des relations entre la police et les communautés font précisément partie des objectifs d'accompagnement de PBI Kenya. Les violences commises par la police ont poussé les habitant·e·s des quartiers

marginalisés à s'organiser collectivement, notamment à travers les Centres pour la Justice Sociale (SJs). Au Kenya, PBI et les SJs collaborent pour lutter contre ces abus à travers un dialogue régulier avec les autorités nationales et internationales afin de pousser le gouvernement à respecter les droits humains. Cette année marque les 40 ans de PBI et, à cette occasion, nous tenons à rappeler l'importance et la nécessité de combattre les violations des droits humains comme les violences policières et de promouvoir la paix.

[Peace Brigades International \(PBI\) Suisse](#)

Ines Alfaro

[ines.alfaro@peacebrigades.ch](mailto:ines.alfaro@peacebrigades.ch)

Assistante en communication et recherche de fonds

links

- [Peace Brigades International \(PBI\) Suisse](#)
- [Rapport annuel de Missing voices](#)

---

dossier

# Gastronomie pour la paix – le centre Calabash au Kenya



Le restaurant communautaire Calabash fait partie du projet Orwa de Cuisine sans frontières au Kenya.

Caspar Hedberg

Il y a dix ans, des membres de Cuisine sans frontières (Csf) se sont rendu·e·s dans les vastes plaines de la vallée du Rift, à la frontière entre les comtés de West Pokot et de Turkana, au Kenya.

Les berger·e·s -guerrier·e·s vivant à cet endroit étaient en conflit pour l'accès aux points d'eau et se volaient mutuellement leur bétail. Cela a donné naissance à des groupes armés, instrumentalisés par les seigneurs de guerre locaux, qui attaquaient les convois et s'enrichissaient grâce à la contrebande d'armes et de munitions.

Dans ce climat instable, un projet baptisé Cabesi (Camels, Bees, Silk) a vu le jour dans le Pokot et le Turkanaland. La construction d'un centre chamelier était alors prévue près du petit village d'Orwa. L'idée de convertir les Pokot à l'élevage de chameaux avait pour but d'offrir une solution à la pénurie d'eau causée par le changement climatique. Comme les Turkana étaient déjà habitué·e·s à gérer les chameaux, l'objectif du centre était de contribuer au transfert de connaissances et à la réconciliation entre les deux communautés.

Csf avait pour mission de soutenir ce centre chamelier avec la mise en place d'un hébergement et d'un restaurant, en mettant à disposition les moyens nécessaires à la construction et en envoyant des volontaires à Orwa. Ainsi est né le restaurant Calabash, avec une cuisine, des garde-manger, des chambres d'hôtes, quelques modestes cases pour la nuit et un grand espace extérieur. Au préalable, Csf avait rencontré les chefs des villages environnants et contacté les responsables des groupes armés. Lors de négociations, le personnel avait présenté dans le détail le concept de restaurant, de séminaire et de chamelier, qui avait été très bien accueilli.

L'ouverture du centre Calabash a été un événement local majeur, réunissant plus de 1000 personnes. Des chèvres ont été abattues, des ugali et des sukuma wiki ont été cuisinés et des lanternes ont été suspendues. On a invité des représentant·e·s de toutes les communautés, en leur demandant venir non armé. Les invités ont joué le jeu et l'inauguration s'est déroulée dans le calme.

Depuis lors, les équipes de Csf se sont rendues sur place à maintes reprises. L'équipe locale est à la hauteur de la tâche, mais elle est protégée par la présence de Csf contre les attaques d'un côté ou de l'autre. Aujourd'hui, le restaurant Calabash est une oasis de paix où se retrouvent les habitant·e·s de la région. Aucun incident violent n'a eu lieu ces dix dernières années. On y organise des concours de beauté, des pièces de théâtre, des rencontres sportives et des soirées cinéma, et on y regarde régulièrement le football. De temps en temps, on y accueille même des touristes pour la nuit. Les conflits ont considérablement diminué et le projet est en passe de devenir autosuffisant. Travailler pour la paix requiert un travail et une attention toute particulière sur la communauté et cela peut passer par la gastronomie.

[Cuisine sans frontières](#)

Anna Hofmann

[anna.hofmann@cuisinesansfrontieres.ch](mailto:anna.hofmann@cuisinesansfrontieres.ch)

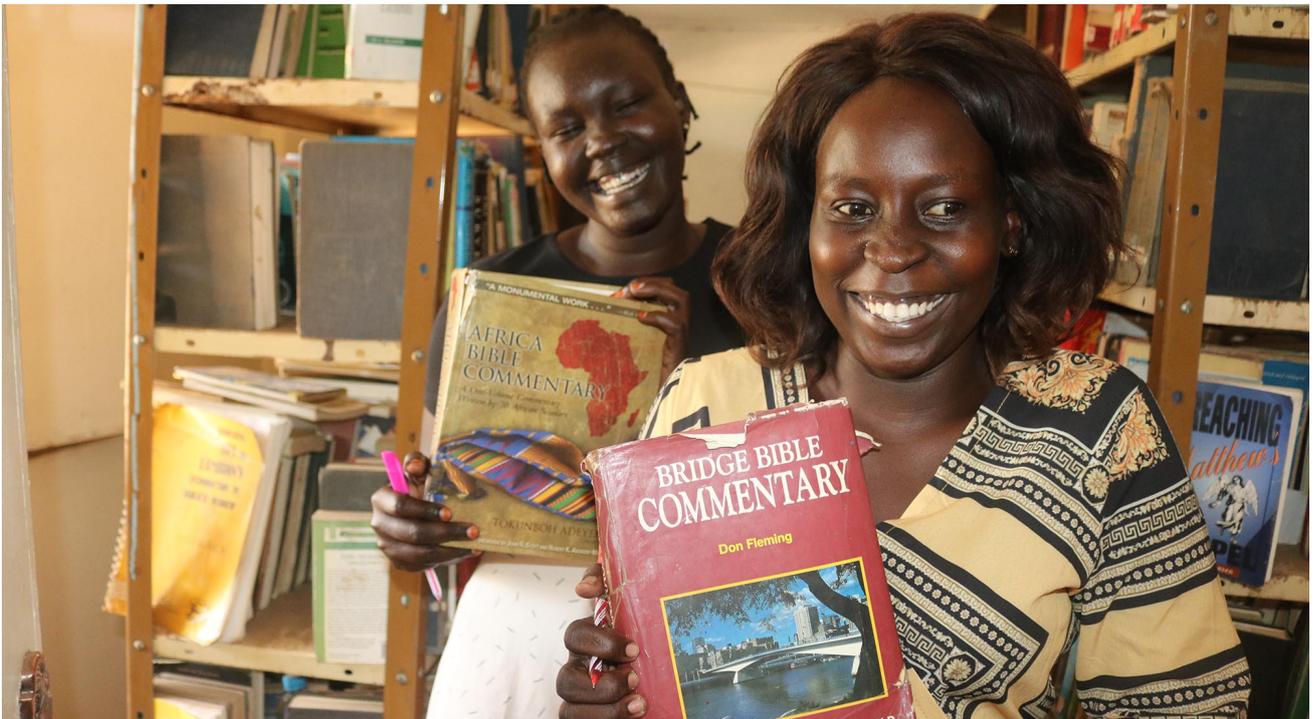
Directrice

[links](#)

- [Cuisine sans frontières \(Csf\)](#)
- [Cuisine sans frontières in Orwa](#)

dossier

# Sud-Soudan – Le rôle positif de la religion sur la paix



Étudiantes du Nile Theological College (NTC). Mission 21

La religion au service de la paix? On entend souvent dire que la religion alimente, voire aggrave les conflits et constitue un obstacle au rétablissement de la paix.

Ce n'est pas ce que l'on constate au Sud-Soudan. En 2011, le pays majoritairement chrétien a déclaré son indépendance du Nord, majoritairement musulman. Mais à peine deux ans plus tard, une guerre civile aux enjeux politiques a commencé, menée sur le dos des différentes ethnies. Bien que davantage de traités de paix que nécessaire aient été signés depuis lors, la violence est toujours présente dans de nombreuses régions du pays.

Mission 21 est ONG chrétienne qui travaille sur place, principalement avec des organisations confessionnelles partenaires. Dans le pays, le Conseil des Églises du Sud-Soudan (SSCC) et l'Église presbytérienne du Sud-Soudan (PCOSS) sont des alliés importants de la promotion de la paix. À la PCOSS, la consolidation de la paix débute en même temps que la formation théologique. Par le biais du Nile Theological College (NTC) ou

“Université Théologique du Nil”, les églises offrent une formation universitaire aux pasteur·e·s. La promotion de la paix et de la réconciliation fait partie intégrante du programme scolaire, au même titre que la compréhension approfondie du leadership. Les étudiant·e·s, qui comptent notamment douze femmes, sont encouragé·e·s à aborder ces sujets d’une manière socialement critique et de se forger leur propre opinion. Ils·Elles exerceront une grande influence sur les membres de leur paroisse quand ils seront pasteur·e·s et pourront ainsi devenir des «agent·e·s de la paix». Selon la taille des congrégations, 1000 à 3000 personnes écoutent les paroles d’un·e pasteur·e lors d’un service dominical. Une mauvaise interprétation de la théologie ou du rôle du·de la pasteur·e ferait donc courir un grand risque.

Cette expérience a également démontré que les femmes sont particulièrement performantes dans le travail de réconciliation. Elles sont nombreuses à soutenir les efforts de paix parce qu’elles veulent garantir un avenir sûr et sans violence à leurs enfants. Le projet «Femmes pour la paix» soutenu par Mission 21 les encourage à différents niveaux. Cela peut passer par des études théologiques, mais aussi par une instruction de base ou une formation professionnelle. Elles sont soutenues en matière de génération de revenus, élément important d’émancipation une société marquée par la domination masculine. L’autonomisation des femmes et le renforcement de leurs droits sont également une base essentielle leur permettant de jouer un rôle plus actif dans le processus de paix.

#### [Mission 21- Mission protestante de Bâle](#)

Dorina Waldmeyer

Chargée de programme Sud-Soudan

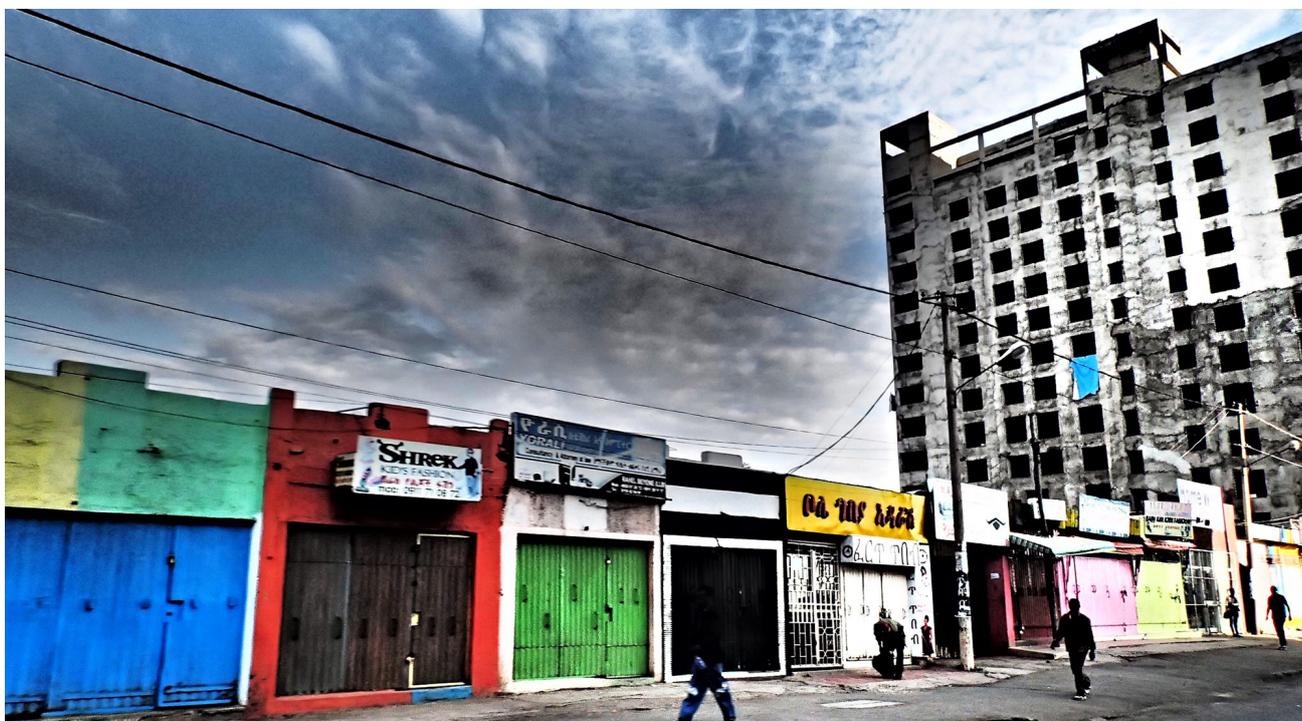
#### links

- [Mission 21- Mission protestante de Bâle](#)

---

pour aller plus loin

# Renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité en Éthiopie



Bole, Addis-Abeba, février 2015. Jasmine Halki / Creative Commons

L'Éthiopie amorce un tournant crucial alors qu'elle connaît des tensions accrues dans plusieurs régions (conflit au Tigré, élections, programme de réforme ambitieux du Premier ministre et processus de transition politique). Le pays doit faire face à une crise sécuritaire interne sans précédent, ainsi qu'à une polarisation politique et ethnique croissante, qui menacent de plus en plus la paix et la stabilité. Pourtant, malgré ces défis, le contexte actuel offre un environnement relativement favorable pour poursuivre les réformes stratégiques de la police, qui peuvent aider à agir sur certains des facteurs structurels ou institutionnels qui ont récemment contribué à l'escalade de la violence et des contestations. Le chemin vers la paix et le développement nécessite avant tout un dialogue politique entre toutes les couches de la société ainsi que leur adhésion. En outre, il est essentiel de s'attaquer aux lacunes en matière de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité pour poursuivre les efforts de prévention des conflits. Cependant, les parties prenantes nationales et internationales ont jusqu'à présent accordé peu d'attention à ce domaine en Éthiopie.

En l'absence d'un système de contrôle civil efficace, il a été difficile de limiter l'influence politique sur les opérations de sécurité, de demander des comptes au secteur de la sécurité pour les violations des droits humains, d'influer sur le fonctionnement des institutions et de créer une approche sécuritaire plus axée sur les citoyens en Éthiopie. Le manque de demande extérieure exigeant des réformes ou un changement de comportement a permis au secteur de maintenir certaines habitudes néfastes, voire d'agir en toute impunité. Le principal défi réside dans le fait que le ministère de la Paix, créé en 2018, a été chargé de superviser toutes les agences de sécurité civiles sans disposer de moyens suffisants pour y parvenir, avec des responsabilités insuffisamment définies. Le ministère ne dispose que d'effectifs réduits affectés à la supervision de la police, certains collaborateurs·ices étant d'ailleurs affecté·e-s au ministère par la police elle-même. Dans la pratique, ce personnel aide souvent à accomplir d'autres tâches incombant au ministère, comme la coordination de l'aide humanitaire. Avec plus de 140 000 policier·ère-s dans le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, il est évident que les moyens ne sont pas à la

hauteur de la mission complexe consistant à contrôler l'exécution et le budget, ainsi qu'à conduire voire superviser la mise en œuvre des réformes. Le ministère a donc souvent délégué les responsabilités à d'autres institutions ou laissé la police se débrouiller seule. Toutefois, le renforcement des moyens du ministère doit aller de pair avec l'élaboration d'un concept stratégique définissant son rôle global dans le cadre plus large de la gouvernance du secteur de la sécurité.

L'Éthiopie doit également revoir d'un œil critique son architecture sécuritaire aux niveaux régional et fédéral. Cela implique notamment de mieux réglementer les acteurs de la sécurité intérieure, afin de réduire l'utilisation ou l'implication des forces spéciales et des milices dans le maintien de l'ordre ou dans les questions essentielles relatives à la sécurité nationale. En raison d'une réglementation déficiente et du manque de surveillance, les régions ont souvent utilisé leur pouvoir important pour mettre en place des forces spéciales qui pourraient rivaliser avec l'armée en matière d'équipements et de taille. L'absence de normes claires relatives aux opérations et à la formation, ainsi que le manque de contrôle efficace, a souvent abouti à leur utilisation abusive pour entretenir des violences ou des attentats. La récente recrudescence des conflits confirme la nécessité d'un dialogue stratégique profond sur la surveillance et la responsabilisation de ces acteurs-rices, ainsi que d'une stratégie à long terme visant à mettre fin à leurs opérations pour permettre aux forces de police d'exécuter les tâches qui devraient relever de leurs fonctions.

Depuis le début de la transition politique en 2018, la Commission de la police fédérale éthiopienne a discrètement lancé d'importantes réformes. Avec son programme de grande envergure et un commandement désireux de poursuivre les changements, le moment est sans doute le plus opportun malgré la crise. Fin 2020, l'Éthiopie a instauré une nouvelle doctrine policière ambitieuse qui engage la police fédérale et régionale à respecter les normes, valeurs et principes internationaux. Si celle-ci ne garantit pas qu'un processus de réforme suivra, elle sert de référence et de cadre pour promouvoir la réforme au sein de la police. Elle souligne en particulier les engagements politiques importants visant à garantir la responsabilisation, le respect des droits humains, la réduction des nominations à motivation politique au sein de la police, l'inclusion et la réaffirmation des principes d'une police orientée vers la communauté et d'une réponse proportionnelle pour étayer ses opérations de maintien de l'ordre.

La police fédérale éthiopienne a initié des changements nécessaires, notamment par la mise en place d'un nouveau mécanisme de traitement des plaintes, la mise à disposition de fonds pour améliorer la formation des policiers-ère-s sous l'égide de l'Université de la police, l'exploration des concepts de police axée sur le renseignement et la hiérarchisation des structures et des approches en matière d'enquêtes.

Le renforcement de l'efficacité et de la responsabilisation de la police est essentiel pour donner au gouvernement les moyens d'apporter une réponse plus proportionnée et plus efficace aux problèmes sécuritaires qui émergent en Éthiopie. Cela reste un défi, car en dépit d'une opportunité évidente de faire avancer le processus de réforme de la police, la communauté internationale n'a pas spontanément donné la priorité au soutien consultatif et financier nécessaire.

[DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité](#)

Alexander Burian

Expert RSS senior, Division Afrique subsaharienne

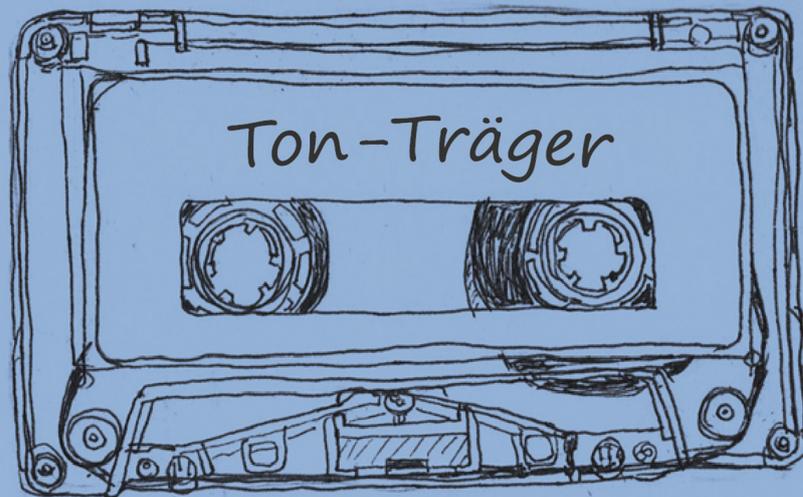
links

- [DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité](#)

---

actualité

# Le quatrième épisode de KOFF Ton-Träger est disponible!



Le quatrième épisode de KOFF Ton-Träger porte sur la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix (CNV&P) pendant la pandémie actuelle de Covid-19. Trois expertes de la promotion de la paix discutent du concept de CNV&P, de sa pertinence pour leur travail de promotion de la paix, et des défis et opportunités découlant de la pandémie pour leur engagement au niveau communautaire et multilatéral ainsi que dans la sphère numérique.

## Invitées:

Katia Aeby, Directrice générale de Peace Brigades International Suisse

Florence Foster, Représentante pour la paix et le désarmement au Bureau de Quaker United Nations Office

Emma Baumhofer, experte en promotion de la paix digitale chez swisspeace

**Modération & réalisation:**

Natalina Haller, KOFF/swisspeace

links

- [écouter l'épisode](#)

---

actualité

# Inscrivez-vous à un programme de formation continue de swisspeace

**RELIGION, PEACE & CONFLICT**  
September 2021 - October 2022

**PEACEBUILDING ESSENTIALS**  
September 2021 - October 2022

CAS  
Certificate of Advanced Studies

CAS  
Certificate of Advanced Studies

Le “Certificate of Advanced Studies (CAS) Religion, Peace & Conflict” explore différents aspects de la religion par rapport à la paix et les conflits. Le cours examine les circonstances dans lesquelles la religion peut contribuer à la paix ou être source/aggraver les conflits, la relation entre la religion et l’État, les mouvements de radicalisation, à

travers diverses études de cas.

Le “Certificate of Advanced Studies (CAS) Peacebuilding Essentials” est destiné aux professionnels et aux universitaires désireux de faire le lien entre leurs propres expériences et les connaissances conceptuelles/pratiques actuelles en matière de consolidation de la paix.

Le programme se déroule sur une année (d’automne 2021 à l’automne 2022). Les trois modules ont lieu à l’Université de Bâle ou en ligne.

[links](#)

- [Déposez vos candidatures avant le 30 août 2021!](#)

---

actualité

# Étude sur les exportations d’armes européennes



Bruno Itan #olharcomplexo, opération policière à Rio de Janeiro

L' accès aux armes à feu est un facteur important de violence au Brésil. Quelle est la responsabilité des pays fournisseurs d'armes comme la Suisse? Une nouvelle étude de terre des hommes suisse et terre des hommes Allemagne se penche sur cette question.

Elle analyse l'ampleur de la violence armée au Brésil et le rôle que jouent les armes en provenance d'Europe dans les crimes violents au Brésil. En outre, elle révèle le contexte de l'augmentation des violences policières et fournit des évaluations sur l'efficacité du contrôle des stocks d'armes de l'État. Des recommandations en découlent, pour une réglementation plus stricte des exportations d'armes suisses vers le Brésil.

links

- [Télécharger l'étude \(ge\)](#)

---

actualité

# swisspeace publie une note d'orientation politique



La note d'orientation politique "Moving towards peace: migration in peacebuilding policy and practice" résume les résultats du processus d'apprentissage commun sur la promotion de la paix et la migration (joint learning process on peacebuilding and migration), facilité par le KOFF – la Plateforme suisse pour la promotion de la paix, et la boîte à outils en ligne sur la migration dans la promotion de la paix qui en résulte. Elle souligne la pertinence d'un engagement systématique et stratégique de la migration dans la promotion de la paix, présente quelques exemples pratiques et indique les domaines qui nécessitent davantage d'investissements et d'attention de la part du secteur de la politique de paix.

#### links

- [Lire la note d'orientation politique](#)

---

calendrier

# Evénements

## NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Retrouvez les informations et événements relatifs à la plateforme KOFF et ses organisations membres sur notre [page web](#).

---

## ILANZER SOMMER

8 – 14 août 2021

Le Ilanzer Sommer ou “été d’Ilanz” organisé par l’association Forum für Friedenskultur propose une trentaine d’événements qui auront lieu à Ilanz sur le thème de la culture de la paix. Des **manifestations culturelles**, un **FORUM** et des **panels d’intervenant·e·s** passionnant·e·s sont prévus. Les thèmes de la culture de la paix au sein des communautés, les écoles et les médias seront abordés. Le programme culturel comprend des discussions stimulantes avec des personnalités éminentes ainsi que la projection de la série de films *Summer of Peace*.

**Intervenant·e·s:**

Eveline Widmer-Schlumpf

Jakob Kellenberger

John-Paul Lederach Corin Curschellas.

Inscription

Details

---

Ce PDF a été généré automatiquement.

Lire à propos : [www.swisspeace.ch/apropos](http://www.swisspeace.ch/apropos)

---

Éditeur	KOFF
Contact	Steinengraben 22, 4051 Bâle, Suisse Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction	Sanjally Jobarteh, Fabian Hofmann, Maria Vogelbacher
Traduction	Übersetzergruppe Zürich, Furrer Übersetzungen
Couverture	Minkaman, comté d'Awerial, Sud-Soudan © Oxfam Afrique de l'Est / Creative Commons

## KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung  
La plateforme suisse de promotion de la paix  
La piattaforma svizzera per la promozione della pace  
The Swiss platform for peacebuilding

---

KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue coordonnée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	mission 21
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	miva – transporte l'aide
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
APRED	Graines de Paix	Peace Brigades International Suisse
artasfoundation	Green Cross Suisse	Peace Watch Switzerland
Baha'i	Groupe pour une Suisse sans ar- mée	Quaker United Nations Office
Brücke · Le pont	HELVETAS Swiss Intercooperation	Solidar Suisse
cfid	IAMANEH Suisse	SOS Village d'enfants
Conseil suisse pour la paix	ICP	Stiftung für Integrale Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catho- liques	Terre des Femmes Suisse
Femmes de Paix Autour du Monde	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes pour la Paix Suisse	MIR Suisse	
Fondation Caux – Initiatives et changement		